

Document de travail :

Projet de structure d'un texte de contribution du GSEN-EDFGDF au prochain congrès

Charpente et équilibre. Thèmes/idées incontournables ; selon les conclusions de la réunion du GSEN du 26 avril 2008

6 **A) Energie et pouvoir d'achat**

Les ménages les plus modestes consacrent à présent 15% de leur revenu aux dépenses énergétiques contre seulement 6% pour les plus riches. La part des dépenses énergétiques dans le revenu des ménages les plus modestes est passée de 10% à 15 % entre 2001 et 2006, celle des plus riches, elle par contre, a diminué. En 2006, en France, la part des dépenses énergétiques des 20% des ménages les plus modestes est ainsi 2,5 fois plus élevée que celle des 20% des ménages les plus riches. C'est du constat brut de cette réalité que partent les socialistes aujourd'hui. Il est le reflet de quelques caractéristiques fondamentales du secteur énergétique et le résultat des politiques menées depuis plusieurs années.

18 **B) L'énergie : un secteur industriel particulier, un bien essentiel**

Le secteur énergétique a des caractéristiques particulières, qu'il ne faut pas faire mine d'oublier pour mieux les occulter, alors qu'aucune rupture technologique – comme ont pu l'être en leur temps le nucléaire ou la liquéfaction du gaz naturel - majeure n'est venu changé fondamentalement les conditions de production du secteur. Il n'est pas inutile de rappeler ces spécificités, car elles constituent le socle matériel de toute décision politique et rappellent plus ou moins violemment, à un terme plus ou moins rapproché, à la réalité, lorsqu'elles sont négligées, par intérêt ou par ignorance. L'énergie est avant tout une activité à très fort contenu technique. Cela emporte plusieurs conséquences : importance de la recherche et développement nécessaire au progrès, caractère fondamental de la qualification des hommes et de la qualité des organisations de production, volume énorme du capital lié à la mise en œuvre des machines et constructions nécessaires à la production et à la transformation des matières premières énergétiques en biens utiles, sécurité indispensable de ces installations lourdes pour les hommes qui y travaillent et l'environnement humain et naturel où elles sont implantée ...

[...]

42 **C) Transformation ou chaos ? Etat des lieux****Une œuvre de destruction, débouchant sur un vide comblé par les intérêts privés**

Les Français ne parviennent pas à comprendre ce qui est arrivé à leur système énergétique. Ils reçoivent aujourd'hui deux factures le même jour et d'un même expéditeur, sous deux logos différents, l'une d'EDF (avec un petit e..), l'autre de Gaz de France, longue formulation adoptée pour tenter de faire oublier le simple GDF d'EDF-GDF, qui résonne toujours dans leurs têtes et qu'ils ne parviennent pas à rayer de leur mémoire, comme le confirment régulièrement les enquêtes commanditées par la Direction de Gaz de France, aux frais de l'usager, pour détecter le signe d'un détachement des Français à l'égard d'établissements publics jumeaux, que l'on écartèle par différentes mesures coûteuses.

[...]

Accidents Gaz Naturel fonte cassante : Dijon, Mulhouse,...

Retards Construction terminal méthanier fos cavaou et Construction centrale nucléaire finlandaise

Chaos législatif européen et français : paquets après paquets, mesures correctives et soins palliatifs

Nicolas Sarkozy, le 5 avril 2004, à Chinon :

60 "Il n'y aura pas de privatisation d'EDF et de Gaz de France. C'est clair, c'est simple et c'est net." (répété deux fois).
 " Je veux décliner ces deux valeurs que sont la confiance dans la parole donnée et le respect;(...)J(e) (n')(sic)ai pas envie de mentir aux Français, je pense que cela fait trop longtemps que le débat politique souffre d'un manque d'authenticité, d'honnêteté.

66 La désoptimisation : cf contribution marseillaise (éléments à introduire essentiellement ici)
 Le développement du gaz naturel, "l'énergie libérale" pour la production électrique et le "big oil"

[...]

72

78

D] Par quel processus politique irrésistible a-t-on pu en arriver là ? quel a été le moteur de cette évolution ?

84 L'exemple de l'eau, l'appât du gain
 L'extension du domaine de l'eau...attention danger !

[...]

90

96

E] La financiarisation du secteur de l'énergie **La question des prix : le pétrole, mais le riz aussi.**

Alors que le monde traverse une crise économique et financière de grande ampleur, les prix de l'énergie explosent.

102 Spéculation : alors que le cash accumulé par les firmes de *private equity* ne trouve plus à s'employer dans des rachats d'entreprises, brusquement suspendus du fait de la crise du crédit, la spéculation redouble sur les matières premières et autres "commodités" ¹.

108 Force est de le constater : l'activité de *trading* sur les contrats futurs de pétrole est actuellement supérieure de 350% sur le New York Mercantile Exchange – le plus important au monde – à ce qu'elle était en 2002. La croissance de cette activité de *trading* coïncide avec une montée des prix du pétrole, passés de 26 dollars en 2002 à presque \$120 en 2008. Cette coïncidence n'est évidemment pas fortuite. Depuis que la crise du crédit a fait sa première apparition l'été dernier, l'énergie et les autres commodités, ont elles aussi été emportées dans le tourbillon de l'économie globalisée. De plus en plus, les fonds de pension et autres investisseurs institutionnels qui n'ont aucun besoin physique de la commodité, mais qui négocient des produits financiers qui en sont dérivés (des engagements d'acheter ou de vendre dans le futur cette commodité, dont ils n'ont pas vraiment besoin dans le cadre de leur activité rentière), avec " *comme but unique de réaliser des profits grâce une anticipation réussie de leurs mouvements de prix* ", voient les commodités et le pétrole en particuliers comme une nouvelle classe d'actifs où investir leurs fonds surabondants. Ainsi, le célèbre *California Public Employees Retirement System* (CalPERS), le plus grand fond de pension américain a augmenté les montants qu'il y consacre. Cette évolution est un élément d'une " *nouvelle stratégie destinée à contrebalancer l'inflation et à diversifier ses investissements, pour compenser*

¹ Private equity and the paralysis of cash

ses pertes durant le retournement des marchés actions ". Ces investisseurs non-commerciaux, comme ils sont souvent pudiquement dénommés, apportent au marché une liquidité artificielle. La situation présente des marchés du crédit illustre les dangers qui se matérialisent lorsque le *trading* sur un marché perd sa liquidité. L'incertitude et la peur prennent alors le dessus, ce qui exacerbe la panique du marché.

La financiarisation, par le biais des privatisations, concernent aussi maintenant les divers actifs : centrales de production d'électricité, terminaux méthaniers, qui sont échangés, passent aux mains des banques, ...le personnel d'exploitation devient un jouet de ces agissements (cf travailleurs d'Ineos, et externalisation des utilités dans les raffineries, chez Véolia,...)

Spéculation et frilosité inéluctable et intrinsèque du monde de la finance devant l'investissement conduisent au sous-investissement et à des choix énergétiques en faveur de l'option gaz brûlé dans des Turbines à combustion et des cycles combinés, c'est-à-dire au gaspillage de la moitié de la matière première et à l'augmentation provoquée de son prix, immédiatement répercutée à l'utilisateur.

[...]

F) Le marché, le capitalisme et l'énergie : un marché de l'énergie est-il possible ? L'illusion est-elle fondée de voir la régulation compenser ses insuffisances patentées ?

Historiquement, le secteur de l'énergie, certains diraient le marché de l'énergie, a souvent été chaotique, trop souvent au cœur des principaux conflits et guerre dans le monde.

ENRON, Mirant, la Californie....

Pourquoi la loi de 1946...ou l'échec, déjà, de Suez et Panama, de la Lyonnaise des eaux et de l'éclairage....

Le modèle Enron, toujours renouvelé....

La faillite britannique et la City

L'investissement sera-t-il réalisé ? question du nucléaire ? le scandale de l'éolien

Résultat inhérent : "Dash for gaz !" et pourtant rendement thermodynamique de Carnot : 55% (cf directive européenne abrogée en 1991 ! d'autres abrogations sont donc évidemment possibles....aucune d'inhibition contreproductive et régressive donc à entretenir chez nous vis-à-vis des fonctionnaires européens et de leurs consultants anglo-saxons !)

[...]

G) Energie et développement durable

H) Une politique énergétique européenne a-t-elle un sens ?

N'est-il-pas absurde de vouloir affirmer une identité théorique européenne à tout prix sur des questions énergétiques, alors qu'en Lituanie par exemple la question du moment est de retirer une centrale de type Chernobyl,..Eluder ces disparités est une manière de les occulter au profit de la poursuite d'objectifs peu transparents.

L'exemple des Etats-Unis et de la latitude laissée aux Etats pour choisir une politique énergétique adaptée à leur situation et aux volontés de leurs concitoyens ne doit-elle pas être méditée ?

La question des interconnexions
Nabucco, South stream
Et, la Turquie ?

Rapport Mandil !
Ownership Unbundling

I] Le Parti et l'énergie

Après de tels bouleversements, sur un sujet aussi essentiel pour la vie et le bien-être des Français, militants socialistes dans notre travail, dans nos engagements syndicaux au sein des entreprises ou associatifs, nous nous devons d'avoir une politique et un discours énergétiques clair et sans ambiguïtés, tournés vers les préoccupations actuelles de nos électeurs, de nos collègues, des sympathisants qui nous entourent sur nos lieux de travail ou de vie, dans nos communes et nos villes. Nous ne pouvons que nous adresser à eux. Le silence ou l'unanimité de façade derrière des notions vagues, ou fourre-tout, ne conviennent pas à ceux qui nous entourent et nous accompagnent depuis longtemps. L'attitude vis-à-vis de ces questions a été par le passé une composante essentielle de l'identité de notre parti et de la gauche, un élément au cœur de son projet, un facteur de cohésion et de rassemblement de notre camp autour d'une question primordiale dans la vie quotidienne de notre électorat et au delà, une raison de voter pour notre parti et de le soutenir.

Durablement écartés du pouvoir par les dernières élections présidentielles, pour des raisons auxquelles vraisemblablement les questions du service public de l'énergie ne sont complètement étrangères, nous ne pouvons pas contribuer à nourrir l'illusion que le consensus politique patiemment construit qui existait depuis la fin de la guerre, autour des entreprises publiques et leurs remarquables réalisations pendant une cinquantaine d'années, perdure et a toujours cours aujourd'hui. Les socialistes, à l'Assemblée Nationale comme au Sénat, se sont opposés fermement par leurs votes aux mutations déraisonnables, qu'une rafale de lois successives introduites par la majorité depuis 2002, ont cherché à provoquer. Les résultats déplorables commencent déjà malheureusement à s'en faire sentir. Et ce ne sont pas des palliatifs, des tarifs sociaux, des bricolages de régulations supplémentaires au fil de la découverte des conséquences néfastes de celles adoptées quelques mois plus tôt, qui suffiront à résoudre le problème de base créé par l'orientation financière poursuivie par la droite. Cela l'histoire de l'énergie nous l'a enseigné depuis un siècle et les événements récents de la Californie, de la faillite d'Enron et consors l'ont rappelé sans ménagement à ceux qui avaient pris le parti de l'ignorer. La prudence américaine depuis sur la question devrait bien nous inspirer.

En ces circonstances, il faut s'efforcer de contribuer à éviter d'autres désastres supplémentaires et tenter d'en limiter les dégâts. Les difficultés lors de notre retour au pouvoir en seront moins grandes. Mais faute de pouvoir, la plupart du temps, influencer face à une coalition d'intérêts très avides des gains qu'elle cherche à engranger le plus rapidement possible, en multipliant de plus les mesures les mieux susceptibles de créer les irréversibilités qui seront garantes de la pérennité des rentes, notre responsabilité dans la préparation de l'avenir demeure grande. Il nous appartient d'observer avec précision les conséquences de cette situation nouvelle, de les critiquer, d'en faire l'analyse avec clarté et rigueur devant les Français et aux côtés des salariés du secteur de l'énergie. Il nous revient d'exiger les diagnostics précis et honnêtes sur la réalité de la situation, de demander les commissions d'enquête nécessaires. Il nous appartient aussi de militer pour la formation et l'existence d'une capacité d'expertise indépendante financièrement des lobbies, des entreprises de l'oligopole électro-gazier et des multinationales des hydrocarbures, des cabinets de consultants anglo-saxons, et de toutes les forces qui ont un intérêt particuliers et privé à la mise en œuvre de la libéralisation actuelle. C'est tout simplement une question de démocratie. La politique universitaire et de recherche du gouvernement, qui tend à faire dépendre les possibilités et les conditions de travail des chercheurs et des experts uniquement du financement privé apporté par des contrats avec des entreprises constitue de ce point de vue un biais, dont on perçoit dès aujourd'hui les effets sur l'objectivité et l'orientation de ces travaux mis au service d'intérêts particuliers. De la même façon, la médiatisation exacerbée de certains rapports ou certains résultats par une presse économique normalisée, l'enflure anormale des services de relations publiques des entreprises de l'oligopole et l'omniprésence des agences de communication qu'elles commanditent à outrance, sont autant d'obstacles à la libre discussion et au bon déroulement d'un débat démocratique équitable sur les questions qu'ils nous faut critiquer, dénoncer et dégonfler autant que faire se peut. Il est de la responsabilité des militants socialistes qui travaillent, militent dans le secteur de se mettre au service du Parti, à l'écoute et en débat avec leurs camarades des sections et fédérations, d'apporter leur expérience dans l'exercice de leurs professions et leur vécu quotidien de cette crise énergétique sans précédent dans notre pays, d'y contribuer à leur juste place. C'est ainsi que nous préparerons notre retour au pouvoir et serons porteurs des solutions de restauration d'un système énergétique au service du bien-être et de la sécurité des Français, comme il n'aurait jamais du cesser de l'être.